

Une réforme injuste et inefficace à long terme

La réforme des retraites élaborée par le gouvernement est **profondément injuste**, elle fait peser la quasi-totalité des déficits dus à la crise sur les salariés.



85% de l'équilibre global de la réforme d'ici 2020 pèse sur les actifs à travers le recul brutal de l'âge légal de 60 à 62 ans d'ici à 2016 et l'augmentation des cotisations des fonctionnaires.

La contribution supplémentaire demandée aux hauts revenus et aux revenus du capital reste symbolique.

Pour la CFDT, l'équité exige une mise à contribution bien plus importante de ces revenus.

Les salariés privés d'emploi, dont les seniors, verront leur niveau de retraite baisser à cause du poids supplémentaire des années de chômage dans le calcul de leur retraite.

Cette réforme va générer des transferts de coûts vers l'assurance-chômage et les caisses de maladies et d'invalidité, creusant leurs propres déficits.

Le gouvernement ne prend pas en compte la nécessaire réduction des inégalités qui frappent les polypensionnés, les carrières accidentées et les carrières féminines.

Le dispositif de départ anticipé pour carrière longue reste préservé à minima, tandis que l'âge de départ à 60 ans resterait maintenu pour les salariés usés par leur activité professionnelle, sur la base d'une reconnaissance exclusivement individuelle et médicale.

La CFDT demande une véritable prise en compte de la pénibilité fondée sur des critères collectifs d'exposition.

Cette réforme prétend améliorer la situation financière des régimes à l'horizon 2018, mais ne règle pas l'avenir des régimes au-delà de cette date. Pire, elle réduit les perspectives d'amélioration en utilisant le Fonds de réserve des retraites conçu pour amortir le choc du papy boom à partir de 2020 pour financer les déficits d'aujourd'hui.

Une prochaine réforme sera inévitable et les jeunes générations en feront les frais.

La CFDT considère qu'une réforme globale du système est toujours indispensable. L'emploi constitue le facteur déterminant de réussite d'une telle réforme.

Dans cette perspective, la réussite de la mobilisation du 24 juin est nécessaire pour peser en faveur d'un autre projet de réforme des retraites.